

L'Afrique & l'Après-Covid19

Les défis de l'Afrique au présent, les conséquences de l'Afrique d'hier, et les perspectives pour l'Afrique post-covid19.

Alain Le Roy, envoyé spécial COVID-19 de la France pour l'Afrique, a rappelé la tribune des 18 chefs d'Etat et de gouvernement (1). L'Afrique est relativement épargnée par rapport aux autres continents (10 000 morts sur 400 000) mais le nombre des victimes croît (notamment Afrique du Sud, Egypte, Algérie, Nigeria) : selon l'OMS, le pic pourrait être atteint en août-septembre. Le plan comprend quatre volets :

- soutien aux systèmes de santé
- aide humanitaire
- promouvoir un mécanisme africain de coordination scientifique
- soutien économique et moratoire sur la dette

Le G 20 (y compris donc la Chine) est convenu le 15 avril d'un moratoire sur le service de la dette. 23 pays africains (sur 41 éligibles) ont demandé à en bénéficier. Des discussions sont en cours avec la Chine pour qu'elle mette toutes ses créances sur la table.

L'Union africaine a désigné cinq envoyés spéciaux.

Le Professeur Jean-Emmanuel Pondi a insisté sur l'importance de la digitalisation et de l'enseignement supérieur pour faire face à la crise. Cette dernière entraînera une restructuration – bienvenue - de l'enseignement universitaire et la généralisation du télé-enseignement.

Le professeur Francis Akindes constate que la pandémie a d'abord frappé les pays les plus forts. Pourquoi semble-t-elle avoir jusqu'à présent relativement épargné l'Afrique ? Plusieurs facteurs ont pu jouer, notamment l'expérience d'Ebola. Pour l'Afrique, habituée aux chocs, sanitaires, économiques (programmes d'ajustement structurel) ou politiques, la pandémie n'est pas un cataclysme structurel nouveau : il nous interpelle sur la nécessité d'accélérer le mouvement.

- (1) <https://www.jeuneafrique.com/927754/politique/exclusif-coronavirus-15-chefs-detat-et-de-gouvernement-appellent-a-une-reponse-multilaterale-pour-lafrique/>

M. Wilfrid Lauriano do Rego (KPMG) insiste sur l'ampleur de la crise économique : le taux de croissance moyen devrait passer de +6% à -4%, voire -6%, même si les Etats et des organisations comme l'UEMOA ont mis en place des plans de soutien. Se posent les questions du financement de ces plans et de l'accompagnement des entreprises privées, peu soutenues par les banques. La solution ne peut pas venir exclusivement des Etats. La crise a mis en évidence la résilience et l'inventivité des sociétés civiles. La digitalisation jouera un rôle essentiel, notamment dans le domaine du cadastre.

Mme Marie Dias Borges (BBC, depuis Londres) montre qu'il faut changer de paradigme et cesser d'agir dans une simple logique de survie. Des jeunes ont créé des applications prometteuses, notamment dans le domaine de la santé. L'annulation de la dette est utile mais ne suffit pas ; certains pays africains recommenceront à s'endetter, notamment vis-à-vis de la Chine. Il n'est pas normal que l'Afrique continue à importer 20% de son alimentation. Des pays pétroliers comme l'Angola connaissent des pénuries d'essence. L'Afrique doit transformer et consommer local. Seuls, le Maroc et l'Afrique du Sud sont autosuffisants pour les médicaments. Il faut créer des incubateurs d'entreprises dans les universités.

Noël Magloire Ndoba, après avoir rappelé les conséquences économiques de la crise, veut y voir aussi une opportunité : l'Afrique peut saisir l'opportunité de la 4ème révolution industrielle, notamment l'intelligence artificielle. L'allocation de ressources devrait se porter en particulier sur la digitalisation.

Jean-Claude Félix-Tchicaya (IPSE) met en avant le concept de géopolitique des peuples. Les politiques de santé publique sont inadaptées : trop de scientifiques et de médecins africains s'expatrient à l'étranger. Il ne faut pas seulement imaginer le monde demain mais se concentrer sur les partenariats du présent.

Karim Sy, depuis Dakar, constate qu'on a du mal à sensibiliser les gens à la gravité de l'épidémie. Il faut intégrer la société civile (qu'il ne faut pas confondre avec le secteur privé) dans les discussions, notamment sur l'annulation de la dette, et les rendre plus transparentes. Se pose aussi la question de la souveraineté digitale. Face à la crise, les responsables, souvent livrés à eux-

mêmes, ont dû faire appel aux ressources et à l'ingéniosité locales, notamment des entreprises, tout en échangeant avec le monde entier (ainsi sur les tests). Il est heureux que le gel hydro-alcoolique ait été mis dans le domaine public. Des nouvelles solidarités se sont créées au Sénégal entre Etat et sociétés privées pour élaborer des biens communs.

Emmanuel Dupuy, directeur de l'IPSE, insiste sur la montée de la jeunesse en Afrique, chance et défi. La pandémie ne doit pas faire oublier les autres fléaux et les carences qui affectent le continent. Mais elle est aussi source d'opportunités : elle a notamment mis au jour les faiblesses de la Chine et montré la nécessité de relocaliser certaines industries. Elle a également rappelé qu'on ne pouvait pas attendre tout de l'Etat. Elle a fait émerger une « diplomatie de la philanthropie » (Dangote, Gates, Jack Ma). Il faudra compter à l'avenir avec cette nouvelle génération d'entrepreneurs.

Au cours de la discussion finale, Alain Le Roy rappelle, à propos des « biens communs » le combat mené à l'OMS pour la diffusion générale des vaccins et, à propos de la dette, la nécessité de renforcer le système bancaire, d'élargir la base fiscale et de conforter l'épargne pour qu'elle s'investisse dans les pays. **Le professeur Pondi** reprend le concept de changement de paradigme évoqué par Mme Borges. L'exemple de l'Ethiopie après 1974 montre qu'un changement de modèle permet de vaincre la faim. Le taux de guérison du COVID en Afrique est important : on peut l'attribuer notamment aux médecines traditionnelles. **M. Felix-Tchicaya** rappelle que la crise du COVID a mis en lumière les inégalités mais aussi les talents à l'œuvre, y compris dans le secteur informel : les carences étatiques ne sont pas des maux structurels africains. **M. Dupuy** rappelle la nécessité d'un leadership africain : l'initiative du président Macky Sall, du président Ouattara et du roi du Maroc est un bon exemple. Dans le domaine du numérique et de la normalisation, nous devons unir nos efforts pour avoir une politique résiliente vis-à-vis à la fois des Etats-Unis et de la Chine. **Le professeur Akindes** rappelle l'enjeu crucial de la patrimonialisation des Etats dans les pays faibles.